

# Panorama des expérimentations inspirées de la Sécurité sociale de l'alimentation

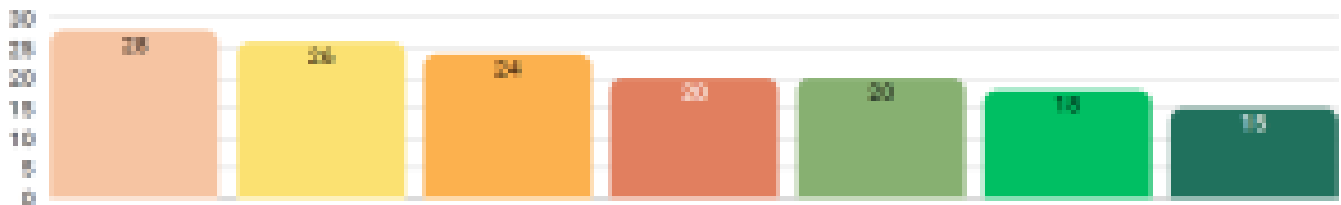
19 décembre 2025

En réflexion depuis les années 2010, les expérimentations s'inspirant de la Sécurité sociale de l'alimentation ont été multipliées depuis 2021. Dans ce contexte, l'ADEME, la Banque des territoires, la Fondation Carasso et la Fondation de France ont mandaté l'association Let's Food et le bureau d'études Vertigo Lab pour réaliser un bilan national. Parmi les 105 initiatives recensées en 2025, les 60 « caisses alimentaires » sont étudiées plus spécifiquement (ex. Montpellier (voir [une précédente brève](#)), Lézignan, Flers Agglo, Sud Gironde, etc.). Pour cela, un questionnaire leur a été adressé et 32 réponses ont été recueillies. Leur fonctionnement est simple : les bénéficiaires cotisent en fonction de leurs moyens et ils reçoivent en retour une certaine somme permettant d'acheter des produits alimentaires dans des lieux conventionnés.

Les caisses alimentaires se retrouvent autour d'objectifs communs : agir sur les inégalités d'accès à l'alimentation, sur les modes de production, de distribution et de décision, en privilégiant l'éducation populaire et la « capacitation » des consommateurs (figure). En revanche, les modalités de mise en œuvre diffèrent et le nombre de participants dans chaque caisse est variable : la moitié en regroupent entre 20 et 50, et trois seulement en comptent plus de 300. La participation varie en fonction du type de territoires. Par exemple, l'isolement en milieu rural complique les échanges et la mobilisation, et l'ingénierie de projet fait parfois défaut, ce qui est compensé par le tissu associatif et l'interconnaissance. À l'inverse, la densité de population en milieu urbain est un atout, mais la saturation du réseau associatif freine parfois la lisibilité des actions.

**Objectifs poursuivis par les caisses alimentaires locales étudiées (sur 32 répondants)**

- D'accès à l'alimentation durable<sup>1</sup> pour toutes et tous
- De formation, sensibilisation, accompagnement et capacité<sup>2</sup> des citoyens vers des pratiques alimentaires durables
- De gouvernance partagée
- D'installation ou maintien de producteurs locaux en agriculture durable, rémunérés équitablement
- De soutien et sensibilisation des points de vente ciblés
- De lutte contre la précarité alimentaire (publics précises en tant que cibles spécifiques du dispositif)
- De plaidoyer



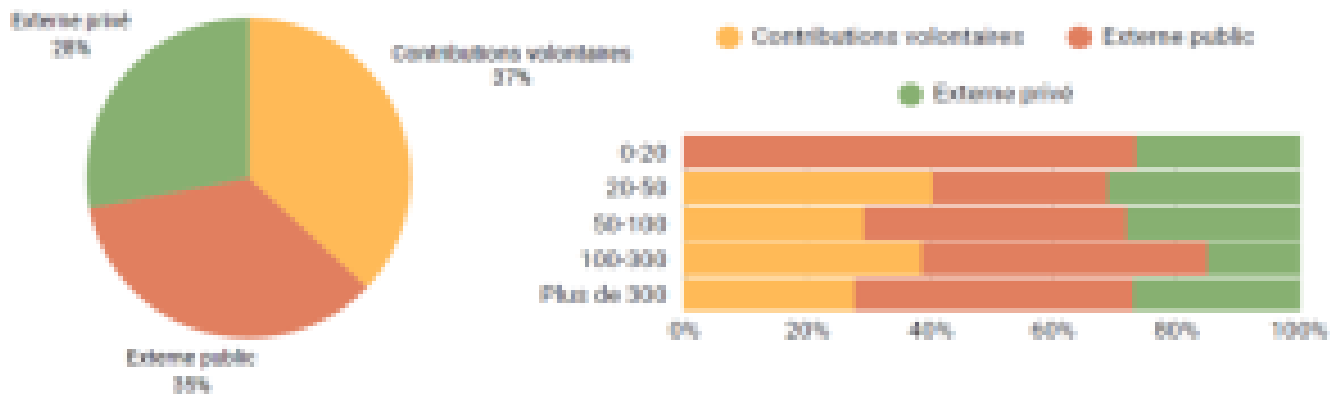
Source : Let's Food et Vertigo Lab

**Lecture : une caisse alimentaire peut poursuivre plusieurs objectifs. L'accès à une alimentation durable pour toutes et tous est un objectif pour 28 caisses alimentaires, parmi les 32 ayant répondu à la question.**

Les caisses alimentaires sont majoritairement portées par des associations. Les collectivités territoriales sont souvent des partenaires privilégiés, notamment *via* les projets alimentaires territoriaux (PAT), en tant que soutiens, financeurs ou moteurs politiques. Elles pilotent le projet dans seulement 4 cas sur 32. Le soutien politique local est généralement perçu comme une opportunité, mais aussi comme une source d'incertitudes (ex. coupe de subventions après une élection). Les expérimentations avec un portage multi-acteurs sont donc considérées comme plus robustes.

En moyenne, 37 % du budget des caisses relèvent de l'autofinancement (cotisations, dons). Le reste provient de financements privés (28 %) et publics (35 %). Les financeurs publics nationaux soutiennent moins de projets que les bailleurs départementaux ou locaux, mais pour un montant total équivalent (figure). La médiane du budget annuel d'une caisse alimentaire est de 129 500 €, avec de forts écarts entre les projets. Les financements sont le plus souvent insuffisants pour salarier un animateur ; le recours au bénévolat est donc important, mais risqué car sujet à essoufflement. Les auteurs concluent en insistant sur la pertinence des conventions pluriannuelles d'objectifs et du dispositif de suivi-évaluation pour ajuster les actions au fil du temps.

**Principaux financeurs publics sollicités par les caisses alimentaires (à gauche) et montants totaux alloués par les principaux types de bailleurs (à droite), pour 11 caisses alimentaires**



Source : Let's Food et Vertigo Lab

Lecture : 20 % des 11 caisses ayant répondu à la question bénéficient de financements publics locaux (graphique de gauche). Les fondations privées et les fonds ont contribué à hauteur de 597 662 € au financement des projets ayant répondu à cette question, depuis leur création (graphique de droite).

Diane Bigot, Centre d'études et de prospective

Source : [Let's Food et Vertigo Lab](#)